

II - RESUME

La requérante et son compagnon ont décidé de se séparer « d'un commun accord » lors de la dernière consultation d'une thérapie de couple conduite par une psychologue-psychothérapeute. La thérapie « s'est effectuée tantôt en couple tantôt individuellement ». S'en est suivie une procédure engagée par la requérante concernant la garde de leur fille. Le père n'étant pas satisfait du droit de visite que lui proposait la requérante par l'intermédiaire de son avocat a demandé un certificat à la psychologue. La psychologue s'y prononce clairement pour la résidence alternée et déclare l'avoir expliqué à l'enfant qui « a très bien intégré cette proposition ». La requérante indique qu'elle avait confié ses projets à la psychologue qui « était tout à fait au courant qu'[elle] était contre la résidence alternée » que demande le père. Elle ajoute que la psychologue était aussi informée de la démarche entamée avec son avocat.

La requérante a eu connaissance du certificat de la psychologue suite à une audience. Elle considère que la psychologue « se prend pour un juge et qu'elle a outrepassé ses droits et son code de déontologie ». Elle a de plus « des doutes quand à son diplôme de psychologue » et demande à la Commission quels sont ses recours si la psychologue a effectivement « outrepassé ses droits ».

Elle joint à sa lettre copie du certificat de la psychologue.

III – AVIS

La commission donnera son avis sur les points suivants :

- Le titre de psychologue
- La forme et le contenu du certificat de la psychologue
- La définition des missions de la psychologue

1 – Le titre de psychologue

L'Article 1 du Code de déontologie des psychologues précise que « *l'usage du titre de psychologue est défini par la loi n° 85772 du 25 juillet 1985 publiée au J.O du 26 juillet 1985.*

Sont psychologues les personnes qui remplissent les conditions de qualifications requises dans cette loi. Toute forme d'usurpation du titre est passible de poursuites. »

Le décret n° 90.255 du 22 mars 1990 fixe la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue. Ces documents sont mis à la disposition du public dans le Journal Officiel. Une liste officielle des psychologues est en cours de constitution. Mais au jour d'examen du dossier par la Commission, il appartient encore à la requérante de vérifier auprès du professionnel se déclarant « psychologue » s'il remplit les conditions requises pour faire usage du titre.

2 – La forme et le contenu du certificat du psychologue

La Commission constate que le certificat ne respecte pas formellement l'Article 14 du Code de déontologie des psychologues car il ne porte pas mention du destinataire : *« Les documents émanant d'un psychologue (attestation, bilan, certificat, courrier, rapport, etc.) portent son nom, l'identification de sa fonction ainsi que ses coordonnées professionnelles, sa signature et la mention précise du destinataire. »*.

S'agissant de son contenu, la Commission constate que ce certificat comporte :

- des appréciations concernant l'impact préjugé favorable de la disponibilité du père - du fait de sa profession - pour la garde de l'enfant après l'école. Or, selon la Commission ces appréciations vont au-delà des compétences de la psychologue.
- des affirmations péremptoires et des jugements de valeur concernant l'action négative exercée par la famille de la requérante sur la requérante. Le certificat évoque, en outre, des éléments de l'histoire du couple qui portent sur des situations que la psychologue n'a pu examiner. Le certificat révèle donc plusieurs manquements à au moins deux articles du Code :
- *« Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives sur les aptitudes ou la personnalité des individus notamment lorsque ces conclusions peuvent avoir une influence directe sur leur existence. »* (Article 19).

- « Les avis du psychologue peuvent concerner des dossiers ou des situations qui lui sont rapportés, mais son évaluation ne peut porter que sur des personnes ou des situations qu'il a pu examiner lui-même. » (Article 9)

L'article 9 du Code de déontologie des psychologues précise de plus que le psychologue en situation d'expertise judiciaire doit traiter « *de façon équitable avec chacune des parties* ». Même si le certificat n'a pas été produit dans le cadre d'une expertise judiciaire, la Commission considère que le respect du principe d'équité devait ici guider l'action du psychologue et l'inviter à la plus grande prudence dans la production d'écrits.

3 – La définition des missions de la psychologue

La psychologue ayant été auparavant la thérapeute du couple aurait dû éviter de recevoir le père en consultation et de produire en sa faveur un certificat concernant la garde de l'enfant. De plus, il n'était pas dans ses attributions d'annoncer à l'enfant, avant toute décision du juge, la mise en place de la garde alternée.

Tant par rapport au père que l'enfant, la psychologue a, en effet, commis des manquements à l'Article 4 du Code qui spécifie que le psychologue « *peut remplir différentes missions, qu'il distingue et fait distinguer* ». Cette distinction s'impose lorsque le psychologue entend remplir plusieurs missions différentes auprès d'une même personne. Dans cette situation, la psychologue aurait dû s'appuyer sur l'article 2 du Code – « *Le psychologue (...) fait appel à [ses confrères] s'il estime qu'ils sont plus à même que lui de répondre à une demande* » pour orienter le père vers un confrère.

CONCLUSION

La Commission estime que la psychologue a commis des manquements au Code de déontologie et elle rappelle à la requérante qu'elle peut demander une contre-évaluation.

Fait à Paris, le 3 mai 2003

Pour la C.N.C.D.P

Vincent Rogard

Président